




# assises : le Conseil au travail

 La confrontation militante que doivent être les carrefours des Assises, cela se prépare ! Dans beaucoup de fédérations, la réflexion avait eu lieu et les délégués du Conseil National ont pu dans la Commission « Assises » du dimanche après-midi, débattre de ce que serait l'intervention du parti et ses propositions les 12 et 13 octobre. Pour cela, une fois rappelée la position de fond sur le sens de notre participation aux Assises (votée le matin même par le Conseil), et examiné le mode de désignation de nos délégués, des groupes de travail correspondant à la plupart des « carrefours » des Assises se sont mis en place.

L'objectif principal pour chacun d'eux a été d'étudier la possibilité de propositions d'actions communes, de plates-formes d'action anticapitalistes, propositions ne devant d'ailleurs pas se limiter aux seules trois « composantes » des Assises.

Il n'est pas possible ici de reprendre l'intégralité des documents, parfois fort longs, élaborés ou repris par chaque groupe. Nous nous limiterons à présenter l'essentiel des positions par rapport aux questionnaires introductifs et des propositions d'action et d'intervention.

## • entreprises

Le questionnaire proposé pour ce carrefour constitue une base acceptable, à condition de le compléter par deux questions :

— quelle plate-forme d'action commune dans les entreprises, particulièrement sur les problèmes actuels d'emploi et de pouvoir d'achat (refus de tous licenciements, des mutations non volontaires, baisse des cadences, diminution du temps de travail sans perte de salaire, formation permanente sur le

temps de travail, information sur la situation de l'entreprise, augmentation uniforme des salaires, ouverture des livres de compte, etc..) ;  
— quelle pratique commune des organisations politiques par rapport à la stratégie du contrôle.

Une intervention politique du PSU dans ce carrefour devra, en se référant à toutes les formes de luttes qu'ont su développer les travailleurs depuis 1968, notamment porter sur la démocratie ouvrière, la remise en cause de l'autorité patronale et du rôle de la hiérarchie, la nature des productions.

## • consommation

La situation actuelle nécessite des formes de luttes nouvelles, plus précisément sur le problème de la vie chère.

Pour cela, une activité subversive, le *circuit court*, opération qui répond, ainsi que les expériences déjà réalisées l'ont montré :

— à la lutte contre l'exploitation capitaliste (frein à la vie chère, mise en évidence de la formation des prix)

— à la réalisation de l'Unité Populaire (liaison entre les travailleurs des villes et des campagnes, entre producteurs et consommateurs)

— aux alliances de classes (contradictoires avec la stratégie de l'alliance anti-monopoliste)

Il est par ailleurs nécessaire de poser le problème des prolongements politiques d'une telle opération : organisation des travailleurs, campagne pour le contrôle populaire sur la consommation.

D'autres actions pourront être proposées en fonction des situations locales, s'inscrivant également dans la ligne du contrôle des prix, de la qualité et de la quantité des produits.



## • femmes

La Commission « Femmes » du PSU, refusant de se laisser bernier par les mesures libéralo-réformatrices du pouvoir qui visent à démobiliser les femmes, décide :

- d'assurer le succès des objectifs déjà fixés : abolition de la loi de 1920, diffusion de la contraception, avortement libre et remboursé ;
- de renforcer son soutien aux centres d'orthogénie et d'y imposer le contrôle des usagers (tout particulièrement dans ceux prévus officiellement par la loi) ;
- de participer et de populariser les actions ponctuelles, éventuellement spectaculaires, menées par les femmes dans leurs luttes contre leur exploitation professionnelle, sociale, morale et spécifiquement féminine. Ces buts pourront être atteints avec le soutien total des autres secteurs en lutte : santé, entreprises, école, cadre de vie, vie chère, immigrés, par une remise en cause totale de l'idéologie bourgeoise, responsable de l'exploitation et de l'aliénation dont les femmes sont victimes.

## • régions et collectivités locales

Le titre même de ce carrefour apparaît comme inacceptable, car il confond deux problèmes disjoints : la gestion de l'espace de l'Etat bourgeois, le problème des minorités ethniques, c'est-à-dire de leur identité.

La commission a de même critiqué l'orientation qui sous-tend le questionnaire : une « décentralisation » qui n'est qu'un aménagement de la centralisation actuelle, l'ambiguïté de la notion de « droit à la différence ».

## • information, presse

Les délégués ont travaillé à partir des propositions de documents, celui élaboré par les « 3 composantes » au « Monde », les rapports sur l'ORTF et sur l'information locale. Deux préoccupations premières : empêcher le cloisonnement des luttes, réaliser la jonction avec les usagers.

## • armée

La commission du Conseil, a estimé que les questionnaires proposés, séparant d'un côté « Armée », et de l'autre « Police-Justice », et posant des questions à la fois orientées et partielles, imposaient pratiquement une analyse et des réponses qui ne correspondent guère (!) aux orientations du PSU. Elle a donc décidé d'élaborer un « contre » questionnaire que voici :

- 1) - Quelles sont les relations de l'armée avec la bourgeoisie nationale ? et avec l'impérialisme américain ? (OTAN)
- 2) - En dehors du complexe militaro-industriel, quel est le degré de militarisation de l'économie capitaliste ?
- 3) - Comment passer des luttes de résistances contre la militarisation (postes, aiguilleurs du ciel, paysan du Larzac) au contrôle populaire sur l'armée ?
- 4) - Que signifie l'expression « Défense nationale » ? Comment est-il possible d'organiser l'auto-défense des travailleurs ?
- 5) - Le concept d'autogestion implique l'abolition de la hiérarchie. Peut-on envisager le passage au socialisme sans démantèlement de l'institution militaire bourgeoise ?
- 6) - Y a-t-il une police indépendante de l'institution militaire ? Quel est le rôle de la gendarmerie ? Quel est le rôle de l'armée dans la centralisation du Renseignement contre *l'ennemi intérieur* ?
- 7) - Que représente le service militaire ? Comment la lutte des insoumis et des soldats s'articulent-elles avec les autres luttes contre l'institution militaire ?
- 8) - Quelles mesures concrètes et immédiates s'inscrivent dans la perspective du socialisme et de l'autogestion devraient être prises par un gouvernement de gauche ?
- 9) - La présence d'organisations de masse au sein de l'armée réduit-elle les risques d'un coup d'état militaire ? Quel type d'organisation ? Ces organisations doivent-elles être organiquement liées aux centrales syndicales ouvrières ?



## • éducation, formation permanente, culture

Le questionnaire proposé pour le carrefour sous l'appellation « Education, Formation Permanente, Culture » n'est plus celui qui a été élaboré, et qui avait reçu l'accord des représentants du P.S.U. et de la 3ème composante. Des modifications ont été apportées par le P.S. (pour la formulation précise de ces modifications, cf. ci-dessous) :

Les points III et IV du questionnaire disparaissent pratiquement : s'y posaient les questions politiques les plus importantes : la transition, l'Etat, l'organisation politique et les luttes. Leur suppression est donc un important recul, et elle traduit la volonté de faire de ce carrefour un lieu de bilan des luttes (le problème du parti, intellectuel-collectif, unificateur des luttes, est par là même entièrement escamoté !).

Le point III comportait en introduction le « principe » suivant : la nécessité que ce soient les travailleurs — exploités et dominés par le système capitaliste — qui constituent le principal pôle d'initiative des luttes sur la formation et la culture — pour que celles-ci s'articulent sur le socialisme autogestionnaire. Cette question politique de « l'hégémonie » est aussi gommée.

Disparaissent donc du même coup toute question sur la mise en cause à long terme de l'institution scolaire (liée aux problèmes de l'Etat), et, en même temps, une question sur la « démocratisation ».

*Voici les questions et les textes supprimés du présent questionnaire :*

### *POINT I « Situation... »*

— Une des formes de l'aliénation n'est-elle pas que l'école rejette et méprise toute culture autre que « la sienne » ?

— La question 2 se situe en termes d'apports. Elle remplace la question :

— Mais quelles sont les autres formes de l'aliénation et de la domination culturelles, en dehors de l'école elle-même ?

— La question 3 (du questionnaire définitif) remplace :

— Dans quelle mesure, et comment, les gens prennent-ils conscience de leurs illusions sur

la fonction réelle de l'école (reproduire l'ordre social existant) ?

### *POINT II*

1. *Disparaît* : les médias (à propos des lieux de luttes).

Disparaît aussi l'indication :

De plus, il ne faut pas oublier les luttes sur la formation et la culture qui ne se traduisent pas en objectifs internes à l'école, ou pas seulement (arts, mœurs, environnement, etc.).

2. La longue question n° 2 remplace et parfois occulte d'autres questions :

- La lutte pour des objectifs vraiment centrés sur le socialisme autogestionnaire peut-elle être prise en charge par des organisations regroupant de manière trop majoritaires des enseignants ?

- Quelles initiatives, et prises par qui, quelles formes d'action permettraient de réinsérer le monde et le mouvement ouvrier *comme forces essentielles* dans les luttes pour l'éducation et la culture ?

### *POINT III*

Disparaît le paragraphe d'introduction (qui avait été remanié).

On pourrait d'abord évaluer la portée de cette formule : si les travailleurs dans leur ensemble, en butte à l'exploitation et la domination capitalistes, ne deviennent pas le pôle principal d'initiative des luttes sur Education, Formation permanente, Culture, celles-ci ne pourront pas s'articuler sur le socialisme autogestionnaire.

Pour ce point, devenu le plus bref de tous, le plus simple est de reproduire le texte qui figurait dans le dossier soumis à F. Mitterrand le mercredi 11 septembre, en y intercalant (texte manuscrit), les adjonctions faites à la demande de plusieurs :

### *1) Dans l'immédiat*

Pour les militants socialistes, l'action sur le terrain de l'éducation, la formation permanente et la culture n'a pas pour but de replâtrer le système social actuel. Il s'agit plutôt de préparer le maximum d'hommes et de femmes à être capables de lutter pour le socialisme autogestionnaire, et de se situer dans un autre mode de production, une autre société.



a) Quelle place a pu prendre l'idée de contrôle des travailleurs, de contrôle des collégiens, lycéens, étudiants, dans les luttes sur l'éducation et la culture depuis 68 ?

b) A travers de quels objectifs de lutte a-t-on pu parler de l'avancée d'une partie des enseignants vers la perspective autogestionnaire ?

c) Dans la masse des objectifs poursuivis, y en a-t-il qui soient significatifs d'un projet socialiste autogestionnaire ? Par exemple : privilège donné à des revendications qualitatives remettant en cause l'institution école (ex. : la sélection) sans pour autant négliger la traduction de tout objectif en terme de moyens matériels. Autres exemples : luttes pour affirmer le droit à la différence ; luttes pour la gratuité effective de l'éducation ; luttes sur l'inégalité des couches sociales diverses devant l'école (et également, inégalité des sexes).

Quels sont les objectifs sur les autres terrains de luttes : famille, quartiers, M.J.C., régions, etc. ?

d) comment faire pour briser la séparation entre école et les lieux où les groupes humains inventent leurs cultures ?

## 2) *A plus long terme*

S'il n'est pas possible (ni souhaitable) de dresser ici un catalogue complet des mesures, à prendre par un gouvernement de transition, n'y a-t-il pas des mesures concrètes qui

seraient de nature à démarrer un dégagement de la politique d'éducation et de culture de la domination bourgeoise ?

A titre d'exemple, il pourrait être intéressant de discuter de certains types de propositions :

— création d'un crédit-éducatif : droit pour ceux qui ont quitté l'école à 4 ou 5 ans de formation à temps plein, rémunérée, pendant leur vie ultérieure ;

— obligation à tous d'une formation « manuelle » en 2 ans et d'un stage rémunérateur et contrôlé, quelles que soient les études ultérieures ;

— sur la formation permanente : l'adoption des programmes de formation revient en dernier ressort au collectif des travailleurs de l'entreprise ou de la branche concernée ; de plus, le compte formation permanente d'une entreprise est public.

Ne faut-il pas parler d'un échec de l'idée de démocratisation (de la société et de la « culture ») par l'école ?

A plus long terme, la perspective du socialisme autogestionnaire est-elle compatible avec le maintien du système éducatif et de l'école mis en place par la bourgeoisie ?

Si non, quels modes d'éducation, de formation, peut-on envisager ?

En quel sens la réalité de l'Etat bloque-t-elle tout changement décisif des institutions éducatives et culturelles en général ?